

Le 24 mars, de la maternelle à l'université, la lutte continue !

Depuis le 29 janvier le climat social change sous nos yeux: l'exaspération de millions de salariés du secteur public comme du privé n'a fait qu'augmenter.

La grève interprofessionnelle du 19 mars a montré la puissance et l'approfondissement de la protestation sociale dans la population qui ne veut pas payer le prix d'une crise qu'elle n'a pas causé. L'extension significative de la grève dans le secteur privé, sa force dans le secteur public, le caractère massif et le nombre des manifestations, autant de signes qui montrent que le mouvement social ne faiblit pas et qu'il peut encore se renforcer.

La victoire des grévistes en Guadeloupe autour d'une plate-forme revendicative de haut-niveau a marqué la situation sociale y compris en métropole. Elle montre qu'il est possible de gagner contre ceux qui cherchent à faire payer la crise aux salariés si on inscrit la grève dans la durée et l'unité en renforçant l'action.

Dans l'Education Nationale et dans les Universités depuis plusieurs mois les luttes se succèdent de manière ininterrompues, impliquant l'ensemble de la communauté scolaire et universitaire: personnels enseignants et non-enseignants, parents, lycéens et étudiants... Ainsi, après le 29 janvier, les universités ont poursuivi la mobilisation par une grève reconductible. Elles manifestent par là avec force le rejet profond des politiques menées à l'encontre des services publics d'éducation, d'enseignement supérieur et de recherche. Il y a urgence maintenant à agir tous ensemble pour remporter des victoires significatives et stopper les ministres Darcos et Péresse.

Pour encourager l'action et développer les convergences nous appelons à poursuivre la mobilisation au plus haut niveau après le 19 mars pour le retrait des réformes engagées dans le premier degré, dans le second degré et à l'université. Nos revendications sont connues. Elles portent sur l'ensemble des enjeux qui ont été au coeur de nos luttes depuis le mois de novembre dernier: enseignement primaire et maternel, réforme du lycée, réforme de l'enseignement professionnel, réforme du cadre et des conditions de formation des enseignants, statut des établissements (écoles, lycées, universités), statuts des personnels, moyens humains et matériels...

Dans cette perspective, de la maternelle à l'université, les organisations signataires au plan départemental s'inscrivent en commun dans le cadre de l'appel national à la grève pour le 24 mars (L'ensemble des personnels est couvert par des préavis de grève). Elles appellent l'ensemble des personnels de l'Education Nationale et des Universités à se joindre au rassemblement organisé ce jour-là à 14 heures devant le Rectorat de l'Académie et la Chancellerie des Universités, à Aix en Provence.